

CONjoncture EUropéenne et Régionale



iéseg
SCHOOL OF MANAGEMENT

I&S Industries
& Services

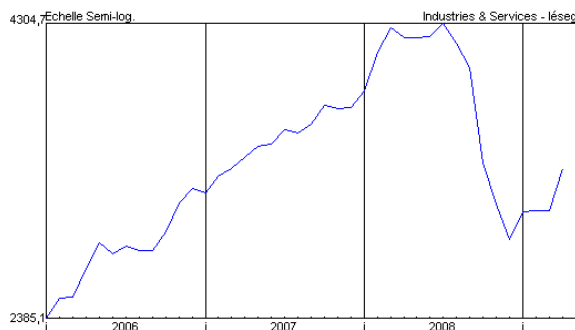
Numéro 016

Achévé de rédiger le 20 mai 2009

MONDE : La confiance fera la différence

La première phase de la récession mondiale semble sur le point de s'achever. La production a chuté brutalement d'octobre 2008 à mars 2009 et, sans doute dans une moindre mesure, au printemps. Le point bas de l'activité devrait donc se situer vers le milieu de cette année, avec une contraction des échanges internationaux qui peut être estimée à environ -20% en volume. La modeste reprise des échanges qui semble se dessiner actuellement devrait contribuer à soutenir l'activité mondiale, en lien avec le rebond technique dans les secteurs où le déstockage touche à sa fin. En ce qui concerne la demande finale des ménages et des entreprises, les seuls pôles de résistance sont pour l'instant la **Chine** et l'**Inde**, où l'activité globale n'a jamais cessé de progresser. Ces éléments favorables resteront contrebalancés par l'influence négative de la baisse de l'emploi sur les dépenses des ménages et par le repli des investissements des entreprises des **économies développées**, qui s'est accéléré depuis le début de l'année. Les politiques monétaires et budgétaires expansionnistes demeurent donc de rigueur dans cette phase de transition difficile.

Indice Moody's matières premières en dollars



Source : COE-Rexecode

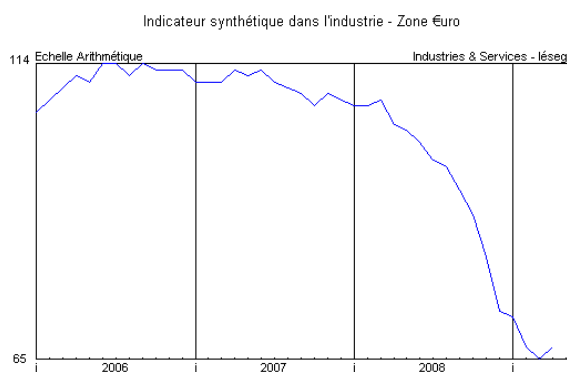
Les dernières perspectives du FMI envisagent une baisse de -1,3% du PIB mondial en 2009, résultat d'une contraction de -3,8% dans les économies développées et d'une progression de +1,6% dans les économies émergentes. Dans le premier

groupe, le repli est assez homogène tandis que l'expansion modeste du second recouvre une dispersion sensible entre la résistance des deux géants asiatiques, Chine et Inde, et les résultats médiocres, souvent négatifs, relevés dans les autres économies. Le débat porte désormais sur la date du creux de l'activité et sur l'ampleur du redressement ultérieur de la croissance. À l'évidence, le FMI présente une vision pessimiste en envisageant pour 2010 une stagnation du PIB des économies développées, en regard d'un rebond à +4% de l'expansion des économies émergentes. L'organisation internationale considère que les forces contraires à la croissance, à savoir la chute de la confiance et de la demande, se révèlent plus puissantes que les mesures gouvernementales de stimulation et les mécanismes naturels de stabilisation.

Un rebond paraît certain, tant la production de ces derniers mois est passée nettement sous la demande finale afin de réduire les stocks. La récession industrielle a en effet atteint -12,8% sur un an aux **États-Unis**, -20,2% dans la **zone Euro** et -34% au **Japon**. Le sursaut peut donc être assez brutal, mais très bref si la demande finale ne trouve pas un nouveau souffle. Les perspectives pour les dépenses des ménages sont incertaines car la balance semble équilibrée entre l'impact, positif, de la désinflation et celui, négatif, de l'emploi. La confiance fera la différence. En revanche, les perspectives d'investissement des entreprises sont très compromises, compte tenu du faible taux d'utilisation des capacités, de la chute des marges d'exploitation et des difficultés de financement externe. La reprise sera probablement lente au-delà de cette correction technique. Certes, les politiques, budgétaires et monétaires, resteront, pour un temps, assez accommodantes, mais le résultat final sera contraint par le processus de désendettement des agents économiques et notamment celui des États, là où des excès avaient été commis dans l'exubérance de ces dernières années.

EUROPE : L'Allemagne espère que le pire est passé

Selon Eurostat, le PIB de la **zone Euro** a reculé de -2,5% par rapport au dernier trimestre 2008. Sur la même période, l'activité n'a diminué que de -1,6% aux États-Unis. Les enquêtes auprès des chefs d'entreprise montrent un léger regain de confiance en regard du pessimisme maximum atteint en février-mars. Pour l'instant, cette inflexion laisse seulement entrevoir un ralentissement de la baisse de l'activité. Le PIB marquera donc un nouveau recul au deuxième trimestre 2009, une stabilisation pouvant être espérée pour l'été. De ce fait, et quel que soit le profil de la production pendant les derniers mois de l'année, la contraction du PIB en moyenne annuelle 2009 sera sensible.



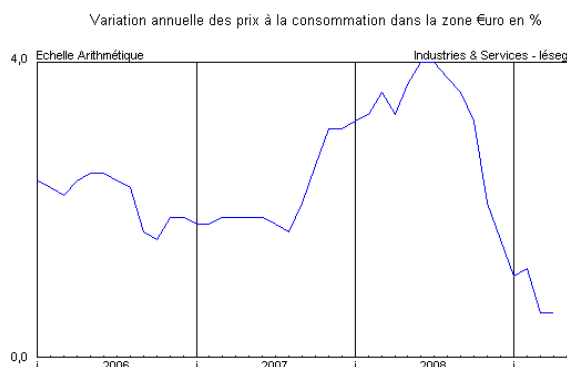
source : INSEE - 100 = moyenne de longue période

Les **prévisions de croissance** de la Commission Européenne pour l'ensemble de cette année confèrent le même avantage à l'économie américaine. Le PIB des États-Unis devrait baisser de -2,9%, contre -4% en Europe. Parmi les grands pays de l'OCDE, seul le Japon fera pire avec -6% sur l'année. Au sein de la zone, c'est l'Allemagne, premier pays exportateur du monde, qui subit la récession la plus brutale (-3,8%) et devrait clore un exercice en recul de -5,4%, entraînant dans sa chute ses fournisseurs de l'Est (donc hors zone Euro), singulièrement la Hongrie et les républiques baltes. L'Irlande (-9% attendus) et l'Espagne (-3,2%) sont victimes de l'explosion de leur bulle immobilière. Moins dépendante de l'international, la France ferait "moins mal" (-3%) que l'Italie (-4,4%). Pour sa part, le Royaume-Uni (-3,8% attendus) enregistrerait un recul moins accusé que sur le continent.

Les meilleures chances d'amélioration de l'activité au cours des prochains mois viennent de la fin du déstockage, qui raviverait les échanges commerciaux, lesquels se sont contractés d'environ un tiers de leur valeur fin 2008-début 2009. En effet, les **dépenses des ménages**, soutenues par la quasi-disparition de l'inflation, seront contrariées par la baisse sensible de **l'emploi**. De même les dépenses d'investissement des entreprises resteront plombées par la faible utilisation des

capacités de production et la dégradation des perspectives de croissance à court terme.

Pendant ce temps, le glissement annuel des **prix à la consommation** est descendu à +0,6% en mars et en avril, compte tenu de la faiblesse des cours pétroliers et du ralentissement de l'inflation sous-jacente à +1,5%. L'assouplissement de la politique monétaire peut donc se poursuivre.



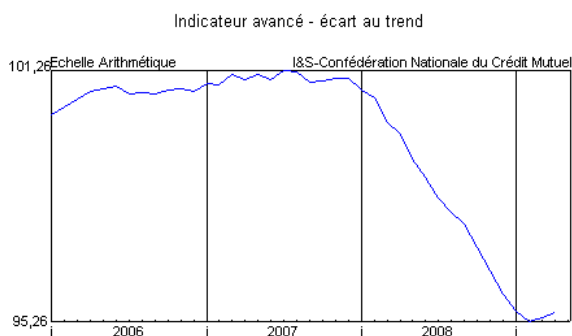
source : EUROSTAT

En **Allemagne**, les dernières enquêtes de conjoncture auprès des chefs d'entreprise laissent espérer que le pic du pessimisme aurait été atteint au premier trimestre. L'indice Ifo a cessé de chuter: il tend à se stabiliser depuis le début de l'année, mettant fin à un effondrement durant les derniers mois de 2008. L'amélioration porte essentiellement sur les perspectives d'activité à six mois, cette composante se redressant depuis janvier après avoir touché un point bas historique. Le jugement sur la situation actuelle reste cependant encore fragile. Le taux de chômage s'affiche à 8,3 % en avril, mais les entreprises ont surtout eu recours au chômage partiel qui atteint un niveau inconnu depuis 2002. Il reste que la récession allemande laissera un déficit de 316 milliards d'euros dans le budget du Ministère des Finances pour les deux prochaines années en raison de rentrées fiscales qui ne se produiront pas et rompra l'équilibre budgétaire pratiquement atteint à la fin 2008. L'endettement devrait alors dépasser le niveau record qui fut atteint pour absorber le choc financier de la réunification.

Pour les mêmes raisons, au **Royaume-Uni**, le déficit public se creusera sensiblement (12,4% du PIB pour l'exercice fiscal 2009-2010 selon le budget, après 6,3% en 2008 et 2,4% en 2007). Tous les fondamentaux sont défavorablement orientés, à la lumière des salaires, particulièrement affectés par les conséquences de la crise du secteur financier. En outre, l'inflation ne faiblit pas aussi rapidement qu'ailleurs (+2,9% en mars) en raison de la faiblesse du Sterling via ses effets inflationnistes sur les produits importés.

FRANCE : Le verdict des comptes nationaux trimestriels

La croissance du **PIB**, en volume, a été finalement en 2008 de +0,4% après +2,3% en 2007 et +2,2% en 2006. Corrigée du nombre de jours ouvrables, l'activité est minorée de -0,1 point, à +0,3% contre les +0,7% estimés auparavant. La contraction de l'activité au cours du quatrième trimestre 2008 (-5,7% l'an) s'est poursuivie en début d'année à un rythme un peu moins soutenu (-4,7% l'an). La récession industrielle s'est amorcée en mars 2008. L'ampleur de la correction est désormais plus importante que celle observée en 1974-1975. En 1991-1993, la récession avait duré 19 mois et l'écart entre le pic et le creux de l'activité avait été de 7,2% au lieu de 17% aujourd'hui. La **production industrielle**, dont l'indice est connu à fin mars, recule de -22% l'an au premier trimestre par rapport au trimestre précédent et la seule production manufacturière de -24% l'an.

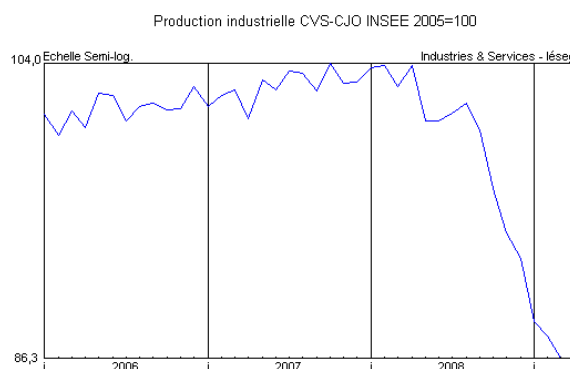


source : Confédération Nationale du Crédit Mutuel

Le retournement de l'activité et le manque de visibilité pèsent aussi sur l'investissement. Les industriels, interrogés en avril, prévoient une chute record de leurs investissements de -21% dans l'industrie manufacturière et de -18% dans l'ensemble de l'industrie en 2009. La baisse des dépenses d'investissement, attendue pour 2009, concernerait l'ensemble des secteurs, à l'exception de l'industrie des biens d'équipement dont les chefs d'entreprise anticipent une stabilisation des dépenses à leur niveau de 2008. Cette contraction des dépenses est d'une ampleur comparable à celle intervenue en 1993. Elle s'explique par les chutes exceptionnelles des taux d'utilisation des capacités de production et des résultats des entreprises du secteur industriel. Dans l'industrie manufacturière, le taux est tombé à 71,9% en avril 2009, un niveau qui n'avait jamais été observé par le passé et l'excédent brut d'exploitation a retrouvé ses niveaux (en Euros courants) de 1982.

Les **exportations** de biens industriels ont chuté de -41% l'an. Le déficit commercial a retrouvé en mars la ligne des 60 milliards d'€uros, un montant analogue à celui atteint à la mi-2008 malgré la récession et le repli des prix du pétrole depuis l'été 2008.

Ces résultats masquent cependant certaines inflexions intervenues en cours de trimestre, même si un redressement rapide de l'investissement productif est peu probable. Plusieurs enquêtes de conjoncture ont dépassé leur point bas. Les anticipations d'activité à un an, formulées par les directeurs d'achat du secteur des services, ont rebondi en avril. Dans l'industrie, les chefs d'entreprise jugent que les perspectives générales d'activité se redressent et que le niveau de leurs stocks continue de s'alléger même s'il reste encore jugé plus lourd que la normale. En revanche, les carnets de commandes peinent à se remplir et les anticipations d'évolution de leurs effectifs se sont à nouveau dégradées.



source : INSEE

La brutalité de la récession a surpris et ses conséquences sur l'**emploi**, en dépit de la politique menée pour limiter la montée du chômage, vont se manifester à des niveaux élevés et de façon durable. Selon Eurostat, le taux de chômage s'est inscrit à 8,8% en mars, 1,2 point de plus qu'un an auparavant. Selon les prévisions, l'emploi total reculerait de 600.000 postes entre le printemps 2008 et la fin 2010, soit encore près de 500.000 pertes d'emploi. Néanmoins, dans ce contexte, l'indice de confiance des ménages a regagné un point en avril, tout en restant à un bas niveau.

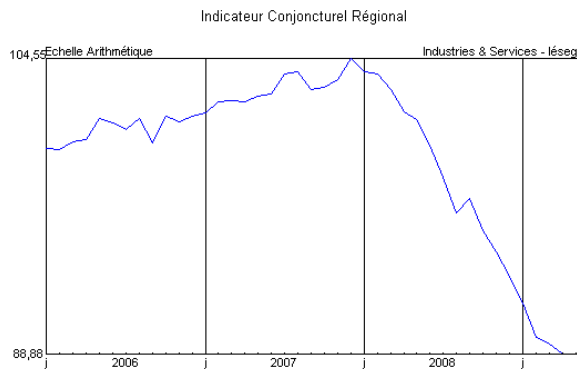
Les **dépenses de produits manufacturés** ont augmenté de +1,6% l'an durant le premier trimestre 2009, mais abstraction faite des aléas mensuels, elles sont plafonnées depuis la fin 2007. Certains secteurs pâtissent des arbitrages défavorables des ménages. Dans le commerce de détail spécialisé, les intentions de commandes des commerçants ont même rechuté en avril.

La hausse des **prix à la consommation** en avril (+0,2%) confirme le mouvement de désinflation du fait des fortes hausses de l'an dernier. Sur un an, l'inflation est limitée à +0,1%, le plus bas niveau depuis 1957, mais l'inflation sous-jacente reste stable, à +1,6%.

NORD-PAS DE CALAIS : La récession se modère

ORIENTATIONS GENERALES

Selon les éléments réunis jusqu'au 20 mai, l'Indicateur Conjoncturel Régional Industries & Services-léseq pour le mois d'avril ne s'effrite que très modérément. L'activité industrielle a continué de reculer globalement, malgré une augmentation dans le secteur agro-alimentaire et l'automobile. Les stocks de produits finis sont demeurés inchangés, légèrement au-delà du niveau souhaité. Si la demande est restée stable, elle est toujours inférieure aux rythmes des fabrications, si bien que les carnets se sont encore réduits. Les chefs d'entreprises semblent toutefois un peu moins pessimistes qu'en début d'année. Le sous-indicateur de la consommation des ménages ne se dégrade plus, mais reste cependant à un faible niveau. Il n'en a pas été de même pour ceux des échanges et de l'emploi pour lesquels l'affaissement s'est poursuivi.



Source : Industries & Services - léseq

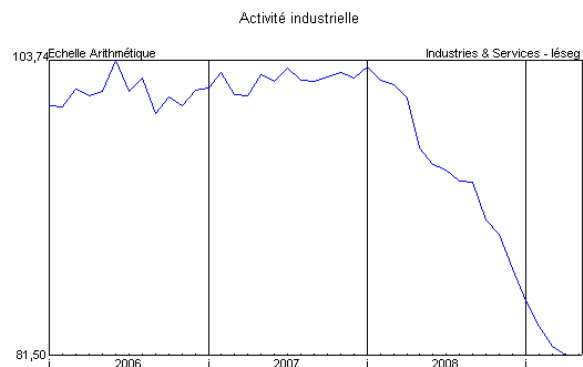
ACTIVITE

Industries agro-alimentaires : La production s'est globalement redressée malgré des carnets jugés désormais insuffisants. Le compartiment des viandes et celui du lait ont légèrement amélioré leur position et espèrent une progression dans les prochains mois parce que les entrées en commandes ont été un peu plus importantes dans le premier cas, ou parce que les stocks de produits finis apparaissent un peu faibles dans le second. La transformation du poisson est en croissance modérée qui a permis de reconstituer les stocks et un retour à un niveau de cadences moins élevé interviendra d'ici l'été. De nouveaux progrès ont été enregistrés dans les autres compartiments où cette tendance devrait se poursuivre.

Biens intermédiaires : La production a encore fléchi, mais comme en mars, l'ampleur de la contraction est devenue moins prononcée. D'un compartiment à l'autre, les situations demeurent contrastées, le point commun étant toujours des plans de charge anormalement faibles. Toutefois, la demande semble moins déprimée dans la chimie

de base, la transformation des matières plastiques, les papiers-cartons et la transformation des métaux et les composants électriques et électroniques. Cependant, les industriels estiment que cette embellie est toute relative et ne sera que passagère et formulent donc des prévisions toujours pessimistes et n'envisagent, au mieux, qu'une stabilisation. Ailleurs, en parachimie, sidérurgie, textile et verre, la régression des rythmes de fabrication s'est poursuivie, de façon parfois amplifiée. Ici aussi, toutefois, les pronostics à court terme sont à la stabilisation.

Biens d'équipement professionnel : L'activité a globalement reculé sous l'effet du secteur des équipements mécaniques dont les carnets se vident. En revanche, la stabilité a prévalu dans la construction de matériel ferroviaire qui a bénéficié d'une nette progression de ces commandes et juge ses plans de charge très confortables. La production s'est maintenue dans la fabrication d'équipements électriques et électroniques où les carnets de commandes, bien qu'en baisse, demeurent suffisamment garnis.



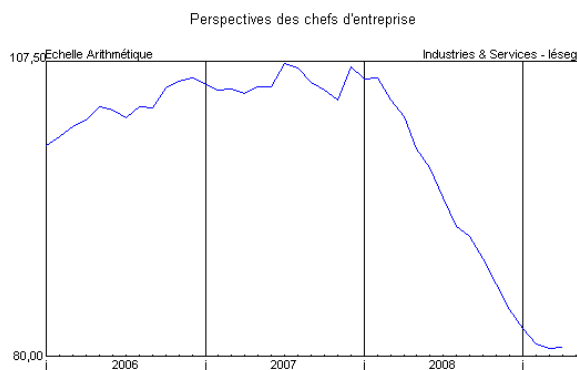
Source : Industries & Services - léseq

Industrie automobile : Conformément aux prévisions et pour permettre le retour des stocks de produits finis au niveau souhaité, la production des assembleurs s'est redressée tandis que les entrées d'ordres se sont stabilisés. Les carnets sont encore faibles mais ces quelques points positifs permettent d'envisager une nouvelle augmentation des cadences dans les prochains mois. Cette amélioration ne s'est transmise que timidement aux équipementiers qui ont encore réduit leurs fabrications en avril. Le niveau très bas des stocks devrait conduire à une accentuation de leur activité dans les prochaines semaines.

Biens de consommation : La production a très légèrement faibli en raison de l'imprimerie, la confection et les biens d'équipement du foyer. Elle s'affiche en forte hausse dans la branche "pharmacie, parfumerie et produits d'entretien" mais comme la demande n'a pas suivi, il en est résulté une dégradation sensible des carnets. Dans

l'ensemble, les stocks de produits finis sont faibles mais les plans de charge sont toujours très déséquilibrés et, à court terme, c'est un nouveau repli qui est anticipé.

Construction : Les statistiques relatives à la construction neuve résidentielle ou non sont temporairement indisponibles en raison d'une modification du dispositif statistique. Il faudra attendre l'été prochain avant de pouvoir disposer de données actualisées.



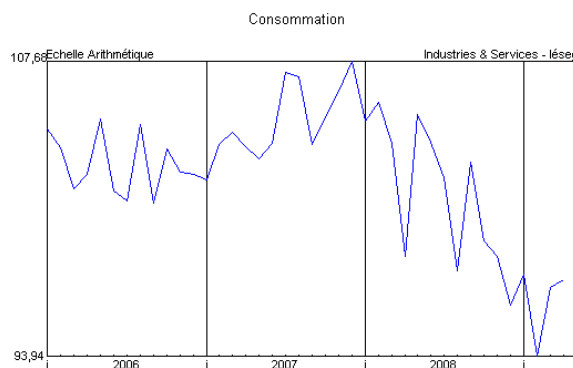
Source : Industries & Services - léseg

Services aux entreprises : L'activité a de nouveau fléchi en avril mais d'une manière un peu moins marquée qu'au cours du mois précédent. La régression se poursuit dans le travail temporaire qui fonctionne à un très bas niveau. Le fléchissement s'accroît dans l'ingénierie technique et l'informatique, en lien avec le coût de frein donné aux investissements des entreprises. Les sociétés de conseil pour les affaires et la gestion éprouvent, pour la première fois, un recul de la demande mais conservent toutefois un bon moral. L'activité des agences de publicité s'est raffermie et les effectifs se sont quelque peu renforcés. Les entreprises de nettoyage observent, pour la première fois depuis août dernier, une amélioration de la demande. Celle-ci a permis de détendre les trésoreries et paraît devoir se prolonger.

CONSOMMATION

La **consommation régionale** des ménages en produits industriels n'a guère varié d'un mois sur l'autre et s'inscrit toujours en baisse à un an d'intervalle. Le marché des automobiles neuves est demeuré stable après la prise de l'inégalité des jours ouvrables. Toutefois, il semble que les immatriculations ont été perturbées par la mise en place des nouvelles plaques et que certaines d'entre elles se sont reportées sur le mois de mai. Dans le commerce de détail, également, un statu quo a été observé dans la quasi totalité des rayons, mais les ventes de meubles et d'appareils ménagers ont fléchi tandis que les produits électroniques grand public plafonnent depuis quelques mois. Un fait nouveau est le redressement des chiffres d'affaires en volume

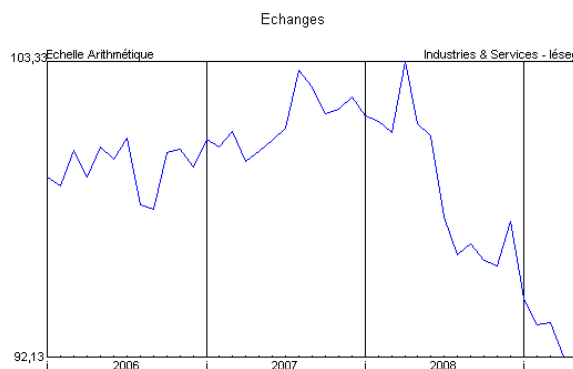
dans la Vente à Distance – dont le marché est national – : +6,3% par rapport à avril 2008 et +2,8% par rapport à mars dernier pour l'ensemble des produits et +19,4% et +5%, respectivement, pour le seul compartiment du textile habillement. Il est vrai que les résultats de l'an passé, à la même époque, avaient été exceptionnellement faibles en raison d'un mouvement de grève.



Source : Industries & Services - léseg

ÉCHANGES

Selon les estimations provisoires, les expéditions de marchandises au départ de **Dunkerque** ont été en très forte baisse en avril, avec -20% par rapport au même mois de 2008. Les vracs liquides sont le seul poste à avoir progressé (+7%) malgré une stagnation des produits pétroliers raffinés (+1%) qui correspondent aux neuf-dixièmes de cette catégorie. La chute provient, pour l'essentiel, des vracs solides (-51%), aucun trafic n'étant épargné. Pour leur part, le recul des marchandises diverses s'est accentué, en atteignant -17%, après -9,3% en mars, malgré la résistance des conteneurs.



Source : Industries & Services - léseg

Faute d'informations relatives aux ventes de **gazole**, utilisées comme indicateur de l'évolution du trafic routier de marchandises les données utilisées ici se réfèrent aux réponses à l'enquête de conjoncture de la Banque de France portant sur le mois d'avril. Selon celle-ci, l'activité a résisté en n'accusant qu'une baisse modérée mais un nouveau ralentissement, de moindre ampleur, est encore attendu. Les tarifs restent orientés à la baisse et intègrent l'évolution du prix des

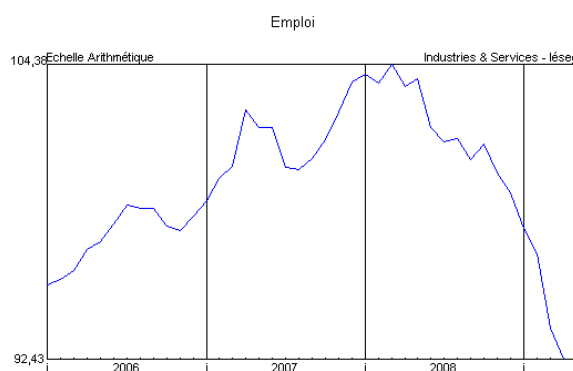
carburants depuis l'été dernier. Pour leur part, les immatriculations de **véhicules utilitaires et industriels** neufs ont très fortement reculé par rapport à celles d'avril 2008 et se situent à un niveau comparable à celui, déprimé, de janvier dernier.

Le **trafic aérien de passagers** par l'aéroport de Lille-Lesquin a poursuivi sa progression en avril avec +4,1% au total (soit +4,5% hors transit, déroutements et "divers"). Ce développement repose toujours, et cette fois-ci exclusivement, sur l'essor des lignes régulières intérieures (+29,1%), tandis que le trafic régulier international accusait un nouveau recul de -35,4%, en partie imputable à l'absence de vols européens mais aussi la faiblesse des longs courriers (-25,9%). Les vols "vacances" ont encore fortement baissé (-31,1%).

EMPLOI

En mars, le nombre de **demandeurs d'emploi en fin de mois** (catégorie A : sans emploi avec actes positifs de recherche d'emploi) a augmenté de +3,2% dans la région, représentant une hausse de +20,4% par rapport à l'an passé. Au plan national, les variations ont été, respectivement, de +2,7% sur un mois et de +22,1% en glissement annuel. Pour l'ensemble des catégories A, B, C, les évolutions mensuelles étaient de +2,7% dans la région et de +2,3% dans le pays, soit +12,2% et +10,3% à un an d'intervalle. Dans ces nouvelles définitions, en vigueur depuis fin mars, l'augmentation du chômage des hommes (+17,7% sur un an pour les catégories A, B, C) reste toujours très supérieure à celle du chômage des femmes (+6,5%), principalement celui des jeunes de moins de 25 ans (+19%). Par ailleurs, le nombre de demandeurs de plus d'un an progresse plus lentement que l'ensemble des catégories (+6,2%).

Le flux des entrées à la suite de **licenciements économiques** (y compris fins de conventions de conversion, de PAP anticipés et de CRP) a connu un dérapage sensible au cours du mois sous revue avec +41,1% sur un an (contre +46,1% en France). Sur un mois, après correction des variations saisonnières, les variations ont été, respectivement, de +23,1% et de +11,9%. Parallèlement, le flux des **demandes d'emploi sorties** des listes de Pôle Emploi (catégories A, B, C) a poursuivi sa baisse avec -4,3% sur un an, contre +1,1% en France métropolitaine. Sur un mois, cependant et après correction des variations saisonnières et des jours ouvrables, on observe une hausse de +6,7% dans la région comme dans l'ensemble du pays.



Source : Industries & Services - Iéseg

Enfin, le flux des **offres d'emploi** collectées par Pôle Emploi poursuit son important repli. La contraction a atteint -21,1% par rapport à mars 2008 (-17,1% sur le territoire métropolitain). Dans cet ensemble, les offres de Type A (CDD ou CDI en plus de 6 mois) ont reculé de -20,7% (France : -23,4%)

MÉTHODOLOGIE

Les Indicateurs de **CO**njoncture **EU**ropéenne et **R**égionale sont établis mensuellement par Industries & Services-Iéseg, sous la direction de François Milléquant et de Hassan El Asraoui. Ils reposent sur les informations communiquées par l'INSEE, l'OCDE, Eurostat, l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie, le COE-Rexecode, la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, ainsi que sur les données locales réunies ou établies par la Direction Régionale de l'INSEE, le Secrétariat Régional de la Banque de France, la Direction Régionale du Travail, des Relations Sociales et de la Solidarité, le Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire, le Comité Professionnel du Pétrole, l'Aéroport de Lesquin et le Port Autonome de Dunkerque. La reproduction totale ou partielle de ce document est soumise à l'approbation préalable d'Industries & Services-Iéseg. Les textes n'engagent que leurs auteurs.

REDACTION : Industries & Services (Équipe de recherche en Économie Industrielle et Régionale de l'Iéseg).
 DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean-Philippe Ammeux, Directeur de l'Iéseg School of Management Lille-Paris, 3 rue de la Digue, 59000 LILLE ☎ 33.(0)3.20.54.58.92. 📠 33.(0)3.20.57.48.55. – www.ieseg.fr - Membre de la Conférence des Grandes Écoles, de l'Université Catholique de Lille et du LEM (Lille Économie & Management), UMR CNRS 8179.

Pour joindre les rédacteurs :

Dr François Milléquant : f.millequant@ieseg.fr ou francois.millequant@wanadoo.fr

Dr Hassan El Asraoui : h.elasraoui@ieseg.fr